



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

Libye

Question écrite n° 109982

Texte de la question

M. Bernard Perrut appelle l'attention de M. le ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes, sur la stagnation de la situation en Libye depuis le mois d'avril alors qu'après des débuts encourageants les forces libyennes restées loyales avec le colonel Kadhafi sont à peu près égales à celles des insurgés qui n'arrivent plus à gagner du terrain. Il lui demande quelles mesures sont envisagées pour trouver une solution et amener rapidement le retour à la paix en ce pays.

Texte de la réponse

L'action que mène la France en Libye commence à porter ses fruits. Elle a, concernant la ville de Benghazi, évité un massacre annoncé par Kadhafi. Plusieurs éléments sont encourageants. D'abord, les défections se multiplient au sein du régime et affaiblissent Kadhafi un peu plus chaque jour. Ensuite, les foyers de résistance s'étendent à l'ensemble de la Libye, à l'Est comme à l'Ouest et jusqu'aux abords de Tripoli (notamment aux montagnes du Jebel Nefoussa, au sud-ouest de la capitale). Comme seule réponse, le régime prend en otage des populations qui sont bombardées quotidiennement par les forces pro-Kadhafi, preuve de son affaiblissement. Enfin, l'étau se resserre et il est désormais clair que le temps joue contre Kadhafi. Cela explique que nous appelions à intensifier encore nos efforts, notamment militaires, dans le cadre strict du mandat donné par la résolution 1973 du conseil de sécurité. La France ne s'est pas engagée seule sur ce théâtre d'opération : c'est pourquoi nous travaillons, en partenariat avec les alliés de la coalition internationale, au sein d'un groupe de contact pour la Libye qui s'est réuni à nouveau à Istanbul en juillet. Parallèlement à cette intensification de la pression, la France travaille à créer les conditions d'un processus politique, nécessaire pour toute solution durable. Cela passe nécessairement par la poursuite du renforcement du Conseil national de transition (CNT). Ce processus politique vise à établir un dialogue national et à préparer la Libye nouvelle. Le dialogue national doit être inclusif, ce qui implique de rassembler, autour du CNT, des représentants de la société civile libyenne dans son ensemble, y compris des responsables qui auraient fait le choix de rompre avec Kadhafi et qui souhaiteraient participer à l'édification de la Libye de demain. C'est dans ce cadre que la France s'est dite prête à accueillir, le moment venu, une « conférence des amis de la Libye » destinée à ouvrir une nouvelle page de l'histoire de la Libye. Enfin, au cours de la réunion du groupe de contact pour la Libye à Abou Dhabi le 9 juin, les pays membres de la coalition internationale ont décidé de la mise en place d'un mécanisme financier temporaire (MFT) pour aider le CNT et le peuple libyen à entamer la transition politique et à subvenir aux besoins des populations. La France a déjà annoncé qu'elle contribuerait à ce fond à hauteur de 290 M\$ US. La dernière réunion du groupe de contact qui s'est tenue le 15 juillet à Istanbul a confirmé l'unité de la communauté internationale, rappelé les conditions d'un règlement politique qui passe par le départ de Kadhafi et reconnu le CNT comme l'Autorité gouvernementale de la Libye et l'a appelé à former un gouvernement intérimaire largement représentatif.

Données clés

Auteur : [M. Bernard Perrut](#)

Circonscription : Rhône (9^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 109982

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires étrangères et européennes

Ministère attributaire : Affaires étrangères et européennes

[Date\(s\) clé\(s\)](#)

Question publiée le : 31 mai 2011, page 5627

Réponse publiée le : 16 août 2011, page 8748